

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°37

janvier-mars 2025

Antifascisme, antiracisme

Table des matières

Mordons les chiens de garde !.....	1
Le vrai visage de l'extrême centre.....	3
L'art de la diffamation politique.....	6
Pour une écologie antifasciste.....	10
« Il y a un parfum d'années 1930 en Allemagne »	12
Propos racistes à l'école, popularité de Bardella : les profs face aux idées d'extrême droite.....	21

Le vrai visage de l'extrême centre

« Les extrêmes se rejoignent. » Combien de fois a-t-on entendu des tenants de la fameuse – ou fumeuse – « théorie du fer à cheval » s'inquiéter d'une convergence des radicalités ? Mais, alors que l'actuel chef de l'État comptait au nombre de ces vigies républicaines, son camp gouverne désormais avec le soutien tacite du Rassemblement national. Une commune brutalité explique ce rapprochement.

En refusant de confier le nouveau gouvernement à la majorité relative formée par la gauche unie à l'Assemblée nationale, le président français, M. Emmanuel Macron, a trahi son aversion pour les revendications sociales et confirmé le peu de cas qu'il fait de l'expression populaire. En se concertant plutôt avec le Rassemblement national (RN) pour appeler le conservateur Michel Barnier au poste de premier ministre, il a révélé ce qu'ont en commun « les extrêmes », ici l'extrême centre et l'extrême droite, à savoir un fort appétit pour la violence.

C'est par d'inouïs efforts de relations publiques que M. Macron est parvenu à proclamer modéré le parti d'extrême centre qu'il incarne. Des médias détenus par les milieux d'affaires qui le sponsorisent et dont il est lui-même issu s'assurent de faire passer pour « centristes » tous ceux qui colportent son programme : ceux-là sont alors dits péremptoirement rationnels, raisonnables, responsables, pondérés, sensés, voire normaux. Tout acteur public ou citoyen qui s'opposera à la vulgate ainsi magnifiée risquera les attributions inverses : irresponsable, déraisonnable, paranoïaque, rêveur, dangereux, voire fou. Depuis 2017, des endoctrineurs à la petite semaine estampillent sans relâche ces qualifications de part et d'autre, de sorte qu'elles relèvent de l'évidence (1).

Or l'extrême centre est un extrémisme. Écocide est son programme industriel, inique sa conception de la vie sociale et autoritaire son approche managériale. L'extrême centre a une fixation, un programme à défendre coûte que coûte : garantir la croissance des entreprises et l'augmentation des dividendes versés à leurs actionnaires ; faciliter l'accès aux paradis judiciaires et fiscaux ; rendre précaire le travail ; réduire l'écologie politique à un marketing du verdissement ; démanteler l'État social et minimiser ses dépenses.

D'un point de vue plus moral, l'extrémisme de l'extrême centre tient à son rejet de tout ce qui n'est pas lui. Loin de se situer lui-même quelque part sur l'axe gauche-droite, il supprime l'axe pour ne plus faire accorder de légitimité qu'à son discours. Dans un jeu d'accusations en miroir, il range toute opposition dans la catégorie floue des « extrêmes », c'est-à-dire de l'inadmissible.

Comme souvent, l'histoire se répète sous forme de comédie. L'extrême centre d'aujourd'hui a peu à voir avec la « République des girouettes » dont l'historien Pierre Serna traite dans son étude du cynisme politique qui prévaut à partir de Thermidor : quand les professionnels de la politique se targuaient d'un grand sens de la mesure en matière d'affaires publiques, tout en se dédisant « dans la répétition de volte-face sans scrupules que les vicissitudes ont rendues possibles » ; quand les professions de foi précèdent d'attendus renoncements. « Sitôt donnée, la parole, fragile, éphémère, mouvante, se voit abîmée, érodée, limitée, usée, évidée par le temps qui passe, (...) hors de l'idéalité tracée dans le temps suspendu de la promesse » (2). Désormais, il ne s'agit plus de se dédire, mais de ne s'être jamais dit. La langue du « en même temps » prévient les effets de retournement, en ne disant rien de préhensible qui pourrait ensuite nous être rappelé.

L'arrogance de l'ignorant

Face à l'extrême droite, qui jette en pâture des boucs émissaires dans le débat public en préconisant des mesures brutales, l'extrême centre incarne à travers M. Macron une violence semblable, mais sociale plutôt qu'identitaire : quelle que soit leur origine, les travailleurs, les retraités modestes, le petit peuple des ronds-points, la jeunesse des quartiers populaires, les écologistes méritent tous le mépris des gens de bien. Sur un plan strictement policier, le bilan des forces de l'ordre sous M. Macron lors de la répression des « gilets jaunes » est proprement accablant : mains arrachées, éborgnements, tirs au visage, séances d'humiliation extrême, agressions de journalistes... Les militants écologistes ont dû goûter à la même médecine. Ils ont été traités avec une violence qu'on réserve d'ordinaire aux forces insurrectionnelles sur le point de renverser l'État. Pourquoi vouloir accoler la qualification de « terroriste » à un mouvement comme Les Soulèvements de la Terre ?

La dureté du régime ne s'arrête pas aux matraques. Dans l'histoire, la bourgeoisie a habitué le public à des détours législatifs pour asseoir sa domination de manière policée. En l'occurrence, une série de mesures fiscales au profit du capital et de ses ayants droit, entraînant une saignée dans les finances publiques. Le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés a diminué de 33,3 % à 25 %. L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a cédé la place à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui exempte le capital financier. Dividendes et inté-

rêts ne relèvent plus des barèmes progressifs de l'impôt sur le revenu mais du prélèvement forfaitaire unique (PFU), ou *flat tax*, plafonné à 30 %. Toutes ces mesures s'ajoutent aux cadeaux fiscaux faits au patronat du quinquennat « socialiste », de 2012 à 2017, lors duquel le même M. Macron a supervisé la politique économique, à l'Élysée comme conseiller puis à Bercy comme ministre, en particulier le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Au cours des dernières années, l'extrême centre a fait passer des textes qu'on dirait directement sortis d'un programme d'extrême droite : en octobre 2017, la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, qui pérennise des mesures jusqu'alors réservées à l'état d'urgence ; en avril 2019, la loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations, dite « anticasseurs », qui permet la suspension de libertés fondamentales sur la base de la seule présomption qu'une personne constituerait une menace ; ou encore, début 2024, la loi immigration intégration asile, adoptée avec les voix du RN, que le nouveau ministre de l'intérieur, M. Bruno Retailleau, se propose déjà de durcir.

Sur un plan symbolique, la violence déployée est d'égale envergure. Qu'on songe à tous les coups de force parlementaires, notamment celui qui permit de prolonger envers et contre tous la durée du travail jusqu'à 64 ans. Rappelons la loi relative à la protection du secret des affaires, dont les dispositions mettent à mal le droit du public à être informé sur les turpitudes des entreprises. Dans tous les cas, avec l'arrogance de l'ignorant, le pouvoir présidentiel a montré sans nuance le peu de valeur qu'il accorde aux institutions républicaines ou aux grands principes de l'État de droit.

Depuis sept ans, toute voix critique se trouve ainsi renvoyée dans les cordes du mépris, en particulier les citoyens qui ont exprimé des réserves face aux mesures sanitaires épousant absolument les positions d'entreprises comme McKinsey et Pfizer, durant la crise du Covid-19 (3). Ces entreprises ont des dossiers éthiques lamentables ; Pfizer est une des sociétés américaines les plus souvent condamnées pour marketing frauduleux (4). M. Macron a dit de ces gens dubitatifs devant l'apport de vaccins expérimentaux qu'ils n'étaient « *pas des citoyens* », rien de moins, et a piétiné le principe médical du consentement libre et éclairé. Le dégoût qu'inspire la question sociale au président l'a conduit à thématiser l'épisode du Covid-19 non pas en lien avec la santé publique et les services hospitaliers dus aux citoyens, mais en termes martiaux, puisqu'on entrainait « *en guerre* » contre un virus, à coups de couvre-feux, de lois d'exception, de conseils de défense...

Faut-il alors préférer les violences de l'extrême centre à celles de l'extrême droite ? La question suscite d'interminables discussions. Au moins peut-on postuler que ces violences sont suffisamment graves pour être également indésirables, peu importe qu'entre la peste et le choléra diffère le coefficient de dangerosité. Il faut tenter une expérience de pensée : imaginer les affres de la présidence Macron comme l'œuvre d'un pouvoir dûment étiqueté à l'extrême droite. Que dirions-nous d'une présidente d'extrême droite annonçant que, dans une gare, il y a des vrais Français et d'autres qui « ne sont rien » ? Que ferions-nous si elle privait de citoyenneté et condamnait à la mort sociale ceux-là qui ne se conforment pas à des règles sanitaires ? À coup sûr, on ne relativiserait pas ses excès. On n'en atténuerait pas la gravité sous prétexte qu'un pouvoir pire encore pourrait nous faire descendre encore un peu plus bas. On le dénoncerait pour lui-même. Mais « *Macron - Le Pen, Macron - Le Pen...* » (5) : la rengaine obère notre lucidité et inhibe la réaction de sursaut qu'appelleraient normalement de tels abus.

L'ultime argument départageant les extrêmes vient même de sauter. Combien de fois n'a-t-on pas dit de l'extrême droite, lors des différents moments électoraux de l'été dernier, qu'on sait quand elle prend le pouvoir mais ignore quand elle consent à le rendre ? Or que s'est-il passé après que la gauche, au nom du « front républicain », a laissé libre cours aux candidats libéraux pour qu'ils battent l'extrême droite dans le contexte de triangulaires ? Menés par un président opiniâtre, ceux-ci ont cherché à transformer une claqué électorale en une pseudo-majorité faite de bric et de broc. Les députés d'extrême centre forment aujourd'hui une composante importante de la « coalition des perdants » qui soutient le nouveau gouvernement. Mais la bourgeoisie a-t-elle jamais fait autre chose que conserver le pouvoir à tout prix ?

Cure sociétale

Tandis que l'extrême centre se raidit et n'hésite plus à cogner, l'extrême droite, réciproquement, « s'extrême-recentre ». Attiré par le pouvoir comme jamais auparavant, le RN affiche tel un gage de virginité morale le fait de n'avoir jamais gouverné. Il cultive l'idée qu'il représente le peuple dans sa pureté, une réputation consolidée par les propos réfractaires à la mondialisation ultralibérale et au capital étranger que soufflait à l'oreille de Mme Le Pen le social-souverainiste Florian Philippot quand il la conseillait durant les années 2010. Mais ce mouvement se complait à son tour dans le « en même temps », montrant patte blanche auprès du patronat et de l'Union européenne pour obtenir auprès d'eux son brevet de bonne conduite.

Dans cet effort de recentrement, l'extrême droite française suit à sa manière une paradoxale cure sociétale, en diversifiant ses têtes d'affiche, en prétendant défendre les droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et trans (LGBT) ou en vilipendant l'antisémitisme. C'est là le symptôme d'un changement de rap-

port avec l'autre, au sens où le RN, tendanciellement, se veut aujourd'hui davantage xénophobe qu'ouvertement raciste. La différence : le racisme est porté par un mouvement d'agressivité et de conquête et il prend appui sur une conception hiérarchique des « races », en se voulant clairement colonialiste, impérialiste et spoliateur. La xénophobie atteste, elle, une peur de l'autre, souvent dépourvue de fondement, voire délirante. Ainsi de la thèse paranoïaque du « grand remplacement » : l'autre s'érige désormais comme une menace, avec son éthique de la conviction, des pratiques distinctes, sa spiritualité authentique, sa résistance à la souffrance... On le perçoit comme redoutable, éventuellement plus fort que soi. Ce n'est donc pas tant une patrie, une race ou une culture qu'on défend lorsqu'on lui bloque l'accès ou se propose de le refouler, mais le statu quo. Le fantasme : rester dans le formol du moment, et œuvrer à ce que rien n'advienne.

Après s'être joué de l'extrême droite pour s'assurer des majorités présidentielles au rabais, l'extrême centre joue maintenant avec elle, dans les mêmes plates-bandes, ayant découvert des pratiques communes. Le parti de la bourgeoisie éclairée lorgne les voix populaires de l'extrême droite. Il risque, comme tant d'autres avant lui, de se complaire dans l'émission de signaux censés séduire ces électeurs, quitte à alimenter le discours qui contribue précisément à faire grossir les rangs du RN. Une sorte de pacte se trame entre les deux ensembles, ainsi que l'analysent Bruno Amable et Stefano Palombarini (6). Les tenants du prétendu centre disent à la droite rance : offrez-nous ces classes populaires dont vous avez l'oreille, et nous vous ferons rentrer avec leur soutien dans l'ancre du capitalisme radical dont nous sommes les représentants.

Jean de La Fontaine saurait croquer la scène, des figures animales campant le rôle de ces protagonistes, afin de rappeler une morale qui s'impose.

Alain DENEALT (Monde diplomatique novembre 2024)

Professeur de philosophie à l'université de Moncton à Shippagan (Canada) et auteur de *Faire que ! L'engagement politique à l'ère de l'inouï*, Lux, Montréal, 2024.

(1) Lire Marie Bénilde, « Le candidat des médias », *Le Monde diplomatique*, mai 2017.

(2) Pierre Serna, *La République des girouettes. 1795-1815 et au-delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême centre*, Champ Vallon, Ceyzérieu, 2005.

(3) Lire Alexandre Fauquette et Frédéric Pierru, « Soignants suspendus, autopsie d'une erreur », *Le Monde diplomatique*, février 2024.

(4) Walt Bogdanich et Michael Forsythe, *McKinsey. Pour le meilleur et pour le pire*, Buchet-Chastel, Paris, 2023. Cf. aussi « Pfizer : Six scandales to remember », 22 avril 2021.

(5) Les Goguettes, *Macron - Le Pen, 2022*, disponible sur YouTube.

(6) Bruno Amable et Stefano Palombarini, *Blocs sociaux, conflit et domination*, Raisons d'agir, Paris, 2024.

L'art de la diffamation politique

Critiquer les positions de La France insoumise, ses choix stratégiques, ses maladroites ou ses emportements a sa place dans le débat démocratique. Propager l'imputation infamante et mensongère que ce parti et son fondateur seraient « antisémites » relève en revanche d'une volonté de destruction. Ses effets politiques se font déjà sentir.

Le 7 juillet dernier, le Nouveau Front populaire, composé de quatre partis, a remporté 193 sièges de député sur 577, devançant la coalition présidentielle (166 sièges) et le Rassemblement national avec son allié de droite (142). Deux mois plus tard, le président de la République désignait un premier ministre, M. Michel Barnier, issu d'une formation néolibérale et conservatrice, Les Républicains (LR), qui venait de recueillir 6,57 % des voix au premier tour et d'élire 47 députés au soir du second. Il gouverne avec l'assentiment de l'extrême droite, contre qui les grandes formations (sauf LR) s'étaient coalisées le 7 juillet, et avec le soutien parlementaire du parti présidentiel, perdant incontesté de l'élection. Cette dissonance entre le vote des Français et sa représentation politique est devenue habituelle : M. Barnier devra en effet, comme ses prédécesseurs, suivre la feuille de route européenne rejetée en 2005 par 54,7 % des électeurs.

Le coup de force de M. Emmanuel Macron a été rendu possible par la mise en scène politique et médiatique d'un mensonge : M. Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise (LFI) seraient antisémites. L'accusation – le type même de la fausse information que les autorités françaises combattent lorsqu'elle provient de Moscou ou de la Trump Tower – a permis de réaliser trois objectifs à la fois : ostraciser le premier groupe parlementaire de gauche, réhabiliter l'extrême droite (qui aurait cessé, elle, d'être antisémite), justifier ainsi la mise à l'écart de la coalition qui comptait le plus grand nombre d'élus à l'issue d'élections législatives marquées par un fort taux de participation.

La violence de la charge contre LFI, combinée à l'absence d'éléments irrécusables permettant de la justifier, donne le vertige. « *Que croit la bande de Mélenchon ?, s'exclame Philippe Val sur Europe 1 (2 septembre 2024), qu'on va regarder s'installer dans les ministères des antisémites et des copains d'antisémites comme les vaches regardent passer des trains !?* » Pour déjouer ce péril, l'ancien directeur de *Charlie Hebdo* et de *France Inter* enjoint à « *tout Français qui se respecte* » de les « *chasser des ministères de la République* ». Puis il menace : « *On peut leur promettre qu'ils vont vivre l'enfer parce qu'on ne les lâchera pas jusqu'à temps qu'ils partent !* »

Dans *Le Figaro* (5 juillet 2024), une brochette d'intellectuels parmi lesquels Pascal Perrineau, professeur à Sciences Po, dont il a dirigé pendant plus de vingt ans le Centre de recherches politiques (Cevipof), docteur d'État, agrégé, appelle « *à faire barrage au Nouveau Front populaire, coalition dont nous jugeons qu'elle constitue aujourd'hui la première menace pour les Français juifs et, plus largement, pour la France* ». Les signataires ciblent plus particulièrement « *La France insoumise, ce parti qui a fait de la haine antijuive une stratégie électorale* ».

Le même quotidien conservateur publie le 20 juin 2024 les réflexions d'Alain Finkielkraut, de l'Académie française, qui qualifie M. Mélenchon de « *chef de file de la judéophobie contemporaine* ». « *Aymeric Caron, David Guiraud, Danièle Obono, Sébastien Delogu, Mathilde Panot, Rachel Keke, Thomas Portes, Louis Boyard, ces candidats investis par le Nouveau Front populaire brandissent les spectres de Pétain, de Maurras, voire d'Adolf Hitler* », ajoute avec un sens admirable de la mesure celui qui est également producteur d'une émission sur France Culture. Et devinez quelle est la première question qui traverse l'esprit d'Apoline de Malherbe lorsqu'elle reçoit la députée de gauche Clémentine Autain sur BFM-RMC le 14 novembre 2023 : « *Est-ce que Jean-Luc Mélenchon est antisémite ?* » La formulation du journaliste Benjamin Sportouch est à peine différente sur Arte (« 28 minutes », 24 juin 2024) : « *Raphaël Enthoven, une question toute simple : est-ce que LFI est un parti antisémite ?* » « *LFI est le premier parti antisémite de France* », répond alors sans hésiter l'éditorialiste de *Franc-Tireur*.

« *La France insoumise est un parti antisémite. Ce parti antisémite est en position dominante dans le Nouveau Front populaire* », prétend également Bernard-Henri Lévy dans *Le Point* (27 juin 2024). L'hebdomadaire a multiplié les couvertures sur les méfaits supposés de LFI (« *Islamisme et antisémitisme. Comment les digues ont lâché* », sur fond de portrait de M. Mélenchon, 2 novembre 2023), sans doute inspiré par son éditorialiste-vedette Franz-Olivier Giesbert, accueilli comme un oracle sur les chaînes d'information : « *Il y a aujourd'hui, écrit-il, une "gauche iranienne" incarnée par Jean-Luc Mélenchon et ses épigones. (...) Aujourd'hui, comme au temps du Führer, l'Internationale antisémite, désormais à la botte de Téhéran, entend*

faire disparaître les Juifs de la surface de la terre. Le plan devrait crever les yeux de tous : il s'agit de favoriser la multiplication des actes antisémites afin de pousser les Juifs à quitter le pays, pour se réfugier en Israël, où il est prévu de les égorger, le jour venu » (Le Point, 29 août 2024). Dorénavant, le viol d'une enfant juive ou l'incendie d'une synagogue conduisent donc nombre de médias à imputer aussitôt l'inspiration de ces crimes aux Insoumis. Au point qu'une députée macroniste, Mme Caroline Yadan, a suggéré « *la dissolution de LFI pour lutter contre l'antisémitisme* » (X, 8 août 2024). Dissoudre un grand parti d'opposition, pourquoi diable n'y a-t-on pas pensé plus tôt ?

Une semblable démesure – le terme « outrance » paraît réservé à M. Mélenchon – serait sans doute moins acceptée sans le feu vert implicite donné au reste de la meute par les médias dits de référence, ceux qui inspirent les élites politiques et éditoriales : France Inter, première radio de France, et *Le Monde*, principal quotidien national. Depuis le 7 octobre 2023, dix éditoriaux de ce journal ont explicitement associé M. Mélenchon et LFI à l'antisémitisme, dénoncé leurs « outrances » et leur « *complaisance envers la violence la plus barbare* » – tout en se réservant le « *courage de la nuance* ».

Une contrevérité manifeste

La saturation de l'espace public par le thème de l'antisémitisme de LFI s'accompagne d'un silence médiatique sur une autre « *complaisance envers la violence la plus barbare* » : celle des principales formations politiques françaises concernant les crimes de guerre commis avec des armes occidentales et le « soutien inconditionnel » de personnalités politiques de premier plan, la présidente de l'Assemblée nationale en tête. Car, depuis un an, alors que les médias exagéraient et déformaient le moindre écart de langage des Insoumis, que leur manie de tweeter leur indignation à tout-va n'a pas manqué de provoquer, ils ont minoré l'ampleur des massacres israéliens à Gaza. Au point que M. Dominique de Villepin protesta, le 12 septembre 2024 sur France Inter, en réponse à une question de Léa Salamé : « *On a Gaza, qui est sans doute le plus grand scandale historique et dont plus personne ne parle dans ce pays. C'est le silence, la chape de plomb. Je suis obligé de googler pour trouver une brève.* » Peut-on imaginer qu'un jour France Inter, TFI ou BFM TV interrogeront un responsable politique sur la mansuétude de la France envers Israël, qu'ils se récrieront contre le tweet antipalestinien d'un député, et taxeront tout son parti de racisme antiarabe s'il n'est pas sanctionné séance tenante ?

« Mélenchon antisémite » : le fiel médiatique circule depuis 2018 (avec, paradoxalement, l'expulsion du dirigeant de LFI d'une manifestation *contre* l'antisémitisme). Après les assassinats commis par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023, la campagne contre LFI, et dans une moindre mesure contre le Parti communiste, le nouveau Parti anticapitaliste (NPA) et Les Écologistes, change d'échelle mais aussi de nature. L'objectif national – rendre infréquentable le premier parti d'opposition de gauche – s'inscrit à merveille dans une stratégie internationale qui vise à proscrire du débat public la critique d'Israël et de ses politiques.

Dès 2016, le lobby pro-israélien s'emploie en effet à ce qu'un nombre croissant d'États entérine la définition de l'antisémitisme établie par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) et promue par le Parlement européen (1). Floue au possible (« *L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut être exprimée comme une haine envers les Juifs* »), elle s'accompagne de onze exemples dont sept confondent critique d'Israël et antisémitisme. L'objectif ? Non seulement discipliner les débats sur la question palestinienne, mais aussi discréditer ou interdire les mobilisations de type Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS).

Car refuser la définition de l'IHRA revient à encourir ipso facto le soupçon d'antisémitisme. Après une campagne contre le dirigeant du Parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, un partisan de la cause palestinienne injustement accusé de judéophobie (2), le Labour a lui-même dû adopter cette définition. Y souscrivent désormais quarante-trois États (3), dont la France, depuis 2019, à l'instigation de M. Macron. La Commission nationale consultative des droits de l'homme a pourtant fait savoir qu'elle « *n'est pas favorable à cette transposition* », qu'il « *est contraire au droit constitutionnel français d'opérer pareille distinction entre les racismes* ». Et a conclu : « *Il est également nécessaire d'éviter toute instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme, et ne pas amalgamer à du racisme la critique légitime d'un État et de sa politique, droit fondamental en démocratie* » (4). Peine perdue. Sur des bases souvent farfelues ou au prétexte d'une maladresse, des personnes aussi différentes que les dessinateurs Siné et Plantu, les humoristes Charline Vanhoenacker et Guillaume Meurice, M. François Ruffin et Daniel Mermet, les intellectuel(le)s Pierre Bourdieu, Judith Butler, Noam Chomsky, Edgar Morin, Pascal Boniface, les représentantes démocrates américaines Ilhan Omar et Rashida Tlaib, Hugo Chávez et Dominique de Villepin, sans oublier Charles de Gaulle, ont été amalgamés à la lie de l'humanité.

Comment un projet aussi grossier visant à disqualifier des opposants politiques ou géopolitiques à partir d'une contrevérité manifeste a-t-il pu triompher ? À ce jour, aucun des procureurs de M. Mélenchon n'a jamais égayé son réquisitoire de déclarations, de faits ou d'actes antisémites dont se serait rendu coupable le

fondateur de LFI. Lequel n'a d'ailleurs jamais été condamné pour un tel crime. L'imputation frauduleuse dont il est la victime a ceci d'original qu'elle s'appuie sur un mensonge à la fois conscient et intentionnel : à l'exception de quelques idéologues sincèrement convaincus du caractère judéophobe d'un soutien à la Palestine, la plupart des colporteurs de la rumeur savent que M. Mélenchon n'est pas antisémite, et d'ailleurs ils l'admettent parfois eux-mêmes. On tient là le cas exceptionnel d'une *fake news* d'État reprise mécaniquement par des journalistes qui non seulement n'en croient pas un mot, mais comprennent – et partagent – l'objectif politique qui en motive la dissémination.

Faute de tout élément antisémite irrécusable, les procureurs de LFI en sont réduits à interpréter des intentions cachées ou à extrapoler la judéophobie souterraine d'un lexique de termes proscrits dont ils sont les auteurs et qu'ils allongent chaque jour. Ainsi, à côté de « sionisme », « apartheid », « élite », « cigare », « système », « banque », « 500 familles », « populisme », « Hollywood », « dollar », etc., a surgi le verbe « camper ». Nul ne l'associait aux camps d'extermination jusqu'au dimanche 22 octobre 2023, quand le dirigeant de LFI reprocha par tweet à la présidente de l'Assemblée nationale de « camper à Tel-Aviv pour encourager le massacre » à Gaza. Mme Yaël Braun-Pivet avait déclaré quelques jours plus tôt le « soutien inconditionnel » de la représentation nationale à Israël, puis elle s'était rendue dans la capitale de cet État. Aussitôt les adversaires de M. Mélenchon associèrent le verbe « camper » qu'il venait d'employer non plus aux excursions estivales à la belle étoile ou aux sièges militaires mais... aux camps nazis. Ce choix inattendu n'eut pas seulement pour auteurs des trolls pro-israéliens, mais des médias respectés qui, non contents d'endosser cette interprétation extravagante, prétendaient l'imposer à chacun. À la manière d'une vérité alternative.

« L'étrange verbe “camper” renvoie au “camp”, expliqua ainsi le 23 octobre le directeur du service politique de France Inter, Yaël Goosz. *Insupportable quand on connaît l'histoire familiale de Yaël Braun-Pivet, dont le grand-père juif polonais est venu en France pour fuir l'antisémitisme...* » Dix jours plus tard, *Le Monde* sollicite l'historien Pierre Birnbaum, qui, selon le quotidien, « rappelle que le terme “camper” – utilisé par le chef de file de La France insoumise – (...) s'inscrit dans une longue tradition antisémite française ». Birnbaum détaille la chose : en 1890, l'antisémite Édouard Drumont avait associé Juifs et campeurs de nomades ; en 1937, un autre antisémite, beaucoup moins connu, Maurice Bedel, en avait fait autant à propos de Léon Blum. Enfin, rebelote en 1954 dans une publication royaliste à propos de Pierre Mendès France. Ainsi, trois références éparses, dont la dernière remonte à soixante-dix ans, suffisaient pour établir qu'en utilisant le mot « camper » M. Mélenchon aurait adressé un clin d'œil judéophobe aux antisémites contemporains. Les musulmans des banlieues notamment, dont chacun sait à quel point ils raffolent de Drumont, Bedel et des collections d'*Aspects de la France...*

Technique malveillante de l'insinuation

C'est ainsi : il suffit dorénavant d'aligner soupçons, médisances et malveillances pour forger une preuve. « *Prises séparément, concède L'Express du 28 août dernier, les déclarations du leader insoumis sur les Juifs peuvent l'innocenter. Mais leur accumulation ne peut laisser croire à un simple hasard.* » Et le sociologue Gérard Bronner expose sa lumineuse démonstration : « *On ne peut répondre à la question de savoir quelle est la probabilité exacte que cette allégation-ci ou cette autre soit réellement antisémite. En revanche, parce qu'elles sont émises par la même personne, il est nécessaire de voir ces probabilités comme liées les unes aux autres.* » Résumons : dès lors que dix métaphores ou mots, aussi polysémiques que le verbe « camper » par exemple, sont qualifiés d'antisémites par voie d'oukase médiatique, celui qui y recourt devient antisémite. Il y a vingt ans, *Le Monde* s'était déjà illustré dans ce registre admirable en soupçonnant Pierre Bourdieu (et quelques autres) d'antisémitisme au seul motif qu'ils s'en étaient pris au journalisme, un métier dont l'auteur de l'article rappelait insidieusement que des antisémites le considéraient au siècle dernier « *comme la profession par excellence des Juifs (5)* ». On le voit, prétendre combattre l'antisémitisme n'interdit pas d'user d'une technique pour le coup très antisémite : celle de l'insinuation.

Plutôt que de l'accabler, les adversaires de M. Mélenchon devraient s'incliner devant sa performance. Car voilà probablement le seul chef de parti « antisémite » qui n'a jamais tenu de propos antisémite, dont la formation propose avec ses alliées cinq séries de mesures destinées à combattre ce fléau (6), et qui s'est rendu sur une radio juive, Radio J, pour y proclamer : « *Chaque Juif doit savoir, jusque dans le plus petit village de France, qu'il trouvera en nous aide et protection.* » M. Mélenchon a également obtenu que le tribunal correctionnel de Paris condamne en 2015 trois personnalités de droite qui l'avaient accusé d'antisémitisme. Huit ans plus tard, le tribunal judiciaire de Paris obligea également la chaîne d'extrême droite CNews à publier un droit de réponse de LFI et à payer une amende à la formation insoumise pour l'avoir qualifiée de « *parti antisémite* ».

« *Le rayon paralysant abusif de l'accusation d'antisémitisme est désormais sans effet* », a estimé le 2 juin dernier le fondateur de LFI sur son blog. Il s'illusionne. Un an après son lancement, l'assaut politico-média-

tique a percuté sa cible. Fin août, M. Mélenchon acceptait lui-même l'idée que LFI, rendue radioactive, notamment par la campagne de diffamation dont elle a été l'objet, ne participe pas à un éventuel gouvernement de gauche. Le ressassement du mensonge a donc fait mouche. Et, chemin faisant, l'autre objectif a été également atteint. Tandis que les massacres se poursuivent en Palestine, *L'Opinion* (16 septembre) relève, presque étonné : « *Malgré la guerre à Gaza, la relation stratégique entre la France et Israël n'a jamais été aussi bonne.* »

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, octobre 2024)

(1) Dominique Vidal et Bertrand Heilbronn, « Comment Israël manipule la lutte contre l'antisémitisme », *Orient XXI*, 12 février 2019.

(2) Lire Daniel Finn, « Antisémitisme, l'arme fatale », *Le Monde diplomatique*, juin 2019.

(3) « Working definition of antisemitism », Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste.

(4) Commission nationale consultative des droits de l'homme, « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018 » (PDF), La Documentation française, Paris, juillet 2019.

(5) Cf. Henri Maler, « *Le Monde* contre “les critiques antimédias”, antidémocrates et antisémites », *Acrimed*, 26 avril 2004. Lire aussi « Un “scoop” », *Le Monde diplomatique*, mai 2004.

(6) « Avec le Nouveau Front populaire, combattons l'antisémitisme et toutes les formes de racisme ! », publié notamment dans *L'Humanité*, 23 juin 2024.

Pour une écologie antifasciste

Plus que jamais, l'écologie que nous portons se doit d'être clairement antifasciste. Pour cela, il est nécessaire de connaître les idées et les réseaux des écologies d'extrême droite. Charles de Lacombe, du mouvement écologiste Action justice climat Lyon, engagé dans la lutte antifasciste, partage ici son analyse sur le sujet.

Il est difficile, pour qui s'intéresse à l'écologie politique, de passer à côté du terme « écofascisme », qui a fait ces dernières années une percée dans les sphères militantes, académiques et médiatiques. Pourtant, il est souvent galvaudé, utilisé pour décrire des situations bien trop variées qu'il convient d'analyser plus finement.

En effet, si la xénophobie et l'autoritarisme forment une matrice idéologique largement partagée, l'extrême droite est loin d'être un courant uniforme. De même, l'écologie politique regroupe de nombreux mouvements aux idées diverses et parfois incompatibles.

Entre « carbonationalisme » et greenwashing

L'extrême droite classique n'est pas connue pour faire son beurre sur l'écologie. Pour autant, les questions environnementales sont systématiquement évoquées dans les programmes – sous un prisme particulier. Le Front national (FN) proposait en 2002 une quinzaine de pages pour « *respecter l'ordre naturel* » ; Marine Le Pen, vingt ans plus tard, proposait une « *écologie française* » qui « *protège* » et « *transmet* » ; Éric Zemmour, au même moment, souhaitait retrouver la « *pureté des paysages* ». Les choses se corsent, cependant, lorsqu'il est question de propositions concrètes, et les caps clairs deviennent girouettes. Si le FN proposait par exemple de développer l'éolien et le photovoltaïque, le Rassemblement national (RN) promouvait au contraire en 2022 un moratoire sur les mêmes filières (alors que les technologies ont vu leur efficacité démultipliée en quelques décennies et qu'il existe un consensus scientifique sur leur nécessité). Le FN dénonçait les conséquences de l'usage massif de pesticides, et le RN... aussi, tout en proposant, dans son livret programmatique sur l'agriculture, de ne surtout pas les interdire.

Le positionnement de l'extrême droite institutionnelle est en fait assez simple : elle est dans une forme de greenwashing nationaliste, aligne des propositions vagues pour ratisser large, en fonction de ce qu'elle perçoit des attentes de la société. Si une mesure permet de gagner du terrain dans les urnes, elle a sa place dans les discours.

Au contraire des programmes pour le moins nébuleux, les actes dessinent une réalité bien plus nette. Au Parlement européen, les députés du RN ont montré clairement n'avoir aucune intention de respecter les engagements de la COP21, reprenant à leur compte nombre de fake news climatosceptiques et votant systématiquement contre les propositions visant à atténuer le réchauffement planétaire et à se prémunir contre ses effets – y compris celles construites pour soutenir les classes moyennes et populaires, supposément cœur de cible du parti frontiste. En France comme dans le reste du monde, les forces institutionnelles d'extrême droite adoptent majoritairement une position carbo-nationaliste : pour défendre la « *civilisation européenne* » dont les énergies fossiles ont été et sont toujours le carburant, elles alignent leurs intérêts avec ceux des multinationales qui exploitent celles-ci.

L'écofascisme, pourtant, existe bel et bien. Il convient d'évacuer d'emblée son usage disqualifiant, anathème complémentaire de la fameuse « *écologie punitive* ». Celui-ci consiste à appliquer une étiquette dictatoriale à tout discours critique du capitalisme – souvent de la part de personnes qui n'hésitent pas, elles, à appeler de leurs vœux ou à mettre en place directement des mesures autoritaires pour défendre des intérêts privés. Reste alors son usage pour décrire deux dynamiques distinctes et complémentaires, décrites par le sociologue Antoine Dubiau dans *Écofascismes* (Grevis, 2022) : l'écologisation du fascisme d'un côté, et la fascisation de l'écologie de l'autre.

Écologisation du fascisme

Le fascisme n'appartient pas au passé, et le mot n'est pas un simple synonyme d'extrême droite. C'est une idéologie, avec un projet politique, qui a donné et donne encore naissance à des mouvements politiques qui cherchent à prendre le pouvoir pour imposer un régime. Le projet, l'idéal fasciste, c'est toujours une forme de « *régénération* » : une communauté, une nation, une race, qui serait menacée, rendant nécessaire la lutte contre ce qui la menacerait et empêcherait son homogénéité (fantasmée). Ce principe s'est matérialisé à plusieurs reprises au siècle dernier et continue de le faire en s'adaptant à l'époque. Le fascisme se nourrit des crises, déclinant la haine en de nombreuses nuances, et c'est assez logiquement que certains enjeux environnementaux y ont été intégrés.

En France, c'est la Nouvelle Droite des années 1970 qui est généralement considérée comme le terreau idéologique des mouvances actuelles, rejetant à la fois le capitalisme, la modernité et la tradition judéo-chrétienne. C'est dans le passé que ces mouvances vont chercher l'« homme nouveau » commun à tous les totalitarismes. Un passé fantasmé où l'homme (la place des femmes est restreinte) vit en harmonie virile avec la nature, quasiment chasseur-cueilleur, et appartient à un peuple millénaire. Ce retour à des racines préchrétiennes idéalisées est à rapprocher notamment du mouvement völkisch d'outre-Rhin (qui fit le lit du nazisme).

Ainsi la communauté et la nature sont les piliers de l'écologie écofasciste. L'Europe est considérée comme unifiée sur le plan ethnique et culturel, devenant une sorte d'entité biologique, et les peuples seraient façonnés par leur environnement naturel, adaptés à lui. Dans ce cadre de pensée, l'immigration non-européenne devient une double menace ; s'y opposer, un enjeu à la fois identitaire et écologique, pour protéger les peuples comme les écosystèmes. Le suprémacisme blanc, pour les écofascistes, n'est plus du racisme, mais une défense de la biodiversité. Ces idées ont été développées un temps au sein du RN par Hervé Juvin, qui défend une « *écologie des civilisations* » pour préserver l'état naturel des choses.

C'est également dans cet attachement à la « *naturalité* » que fleurissent les idées homophobes, transphobes, et les oppositions aux technologies reproductives. Contre la liberté de choisir et vivre sa sexualité, contre la liberté de disposer de son propre corps, on invoque les lois de la nature (ou les lois divines). On tombe alors dans l'« *écologie intégrale* », un concept apparu d'abord dans les milieux catholiques, rapidement accaparé par les branches les plus intégristes et aujourd'hui très clairement ancré en France à la droite de la droite. Ce sont en fin de compte toutes les pratiques jugées « *contre nature* » qui se retrouvent dans le viseur.

Fascisation de l'écologie

C'est par là que s'opère, sournoisement, la fascisation de l'écologie. Des mouvements technocritiques anarchistes deviennent ouvertement homophobes et transphobes, pendant que d'autres, décroissants, tombent dans le complotisme antiscience. Les courants plus ésotériques n'échappent pas à ce processus et représentent des espaces vulnérables à ce type de dérive.

De façon plus générale, les idées fascistes guettent les ambiguïtés des discours écologistes pour s'en emparer : la décroissance, l'attrait pour l'échelle locale ou la théorie de l'effondrement, par exemple, sont vulnérables lorsque la clarification politique manque. Un chemin pavé de bonnes intentions peut mener progressivement à des idées très éloignées de celles qu'on défend lorsqu'on s'ancre idéologiquement à gauche.

Cette fascisation de l'écologie est un processus continu, dans lequel des idées réactionnaires et haineuses infiltrent progressivement les mouvements écologistes, et qu'il faut identifier pour le combattre.

Clarifier notre écologie

Au sein des mouvements écologistes et progressistes, si l'on veut lutter contre l'avancée des idées d'extrême droite, il apparaît nécessaire de ne pas, ou plus, partir du principe que l'écologie serait par essence l'apanage de la gauche. Outre les appels à la nature évoqués précédemment, l'ampleur des ravages du capitalisme et l'urgence à agir peuvent nourrir des discours autoritaires et antidémocratiques – Antoine Dubiau parle de « *brèches* » dans les discours écologistes, par lesquelles s'engouffrent les idées fascistes et réactionnaires. Comblent ces brèches demande d'explicitier ses valeurs progressistes et émancipatrices et de clarifier ses positions.

C'est la mise en application de ces valeurs qui permet de se prémunir du glissement vers l'écofascisme, par les alliances entre les luttes. La politologue et militante Fatima Ouassak l'exprime en ces termes : « *On ne peut pas mener un projet écologiste sans mener en même temps un projet antiraciste, anticolonial et internationaliste* » – et antifasciste, donc.

Il n'y a pas d'écologie « ni de droite ni de gauche », mais au contraire des écologies absolument incompatibles par la façon dont elles se traduisent dans le champ politique et dans les décisions collectives. Les personnes qui ont à cœur les idéaux démocratiques, la liberté, l'égalité et la solidarité font face à de multiples menaces. Elles ont besoin de construire ensemble un mouvement radical, pas seulement électoral, capable d'influer durablement sur la marche du monde, en prenant soin les unes des autres.

Charles DE LACOMBE (Silence, octobre 2024)

« Il y a un parfum d'années 1930 en Allemagne »

L'historien Emmanuel Droit analyse la préoccupante montée de l'extrême-droite en République fédérale

Où s'arrêtera la montée de l'extrême droite en Allemagne ? Depuis 2017, d'un scrutin à l'autre, ses scores ne cessent d'augmenter. La République fédérale est-elle en train de vaciller, comme celle de Weimar dans les années 1930 ? Voici l'expertise d'Emmanuel Droit, professeur des universités à Sciences Po Strasbourg. Ce professeur d'histoire contemporaine vient de publier « La Dénazification – Posthistoire du IIIe Reich » aux Presses universitaires de France (PUF).



Des manifestants allemands d'extrême droite portent la banderole « Nous sommes le peuple ! » ©AFP/Archives

Paris Match. La montée de l'extrême droite en Allemagne s'est manifestée de manière marquante en 2024. Parlera-t-on malheureusement d'une tendance lourde ?

Emmanuel Droit. Il y a eu pendant plusieurs années une forme d'exceptionnalisme allemand. À la fin du XXe siècle, on a pu penser que ce pays était une sorte de grosse Suisse au milieu de l'Europe, paisible, consensuelle, épargnée par la gangrène de l'extrême droite qui resurgissait déjà dans bien d'autres pays du Vieux Continent. Ce sentiment a perduré jusqu'à la fin de l'ère Angela Merkel. En 2017, l'entrée au Bundestag du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) fut un choc énorme pour les partis de l'arc républicain. Depuis, on observe une forme d'irrésistible ascension de ce mouvement identitaire. Il a enchaîné les bons résultats électoraux dans la partie orientale de l'Allemagne, que ce soit en Thuringe, en Saxe ou dans le Brandebourg, des Länder où il a atteint 30 % des suffrages. Autrement dit, l'AfD est en train de devenir l'une des principales forces politiques du pays, d'autant qu'elle réalise aussi de bons scores en Allemagne occidentale. Par exemple, dans un Land aussi prospère que la Bavière, l'AfD est déjà le deuxième parti. Comme suggéré dans votre question, il s'agit donc bien d'une tendance lourde. L'impression que la démocratie allemande vacille est palpable. D'ailleurs, les commémorations du trente-cinquième anniversaire de la chute du Mur ont été moroses et ce n'est pas sans inquiétude que les démocrates allemands se projettent vers les prochaines élections législatives. Initialement prévues en septembre 2025, elles seront sans doute anticipées. Les estimations des sondeurs montrent que l'extrême droite pourrait recueillir le soutien d'un électeur sur cinq, devenant ainsi le deuxième parti à l'échelon national, derrière la Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU).



Emmanuel Droit

Dans ces résultats électoraux, il y a eu un élément symbolique très fort : en septembre, en Thuringe, c'était la première victoire d'un parti d'extrême droite à une élection régionale depuis 1945. Qui plus est, c'est aussi dans ce Land de Thuringe que les nazis avaient été portés pour la première fois au pouvoir en 1932.

On dit parfois que l'histoire est la science des choses qui ne se répètent pas, mais il arrive qu'elle bégaye. La Thuringe a toujours été un espace politique conservateur, et quarante années de dictature communiste n'ont rien changé à cela. Ce conservatisme ne s'exprime pas seulement d'un point de vue politique, il est aussi culturel. Aussi, la Thuringe n'est qu'un exemple parmi d'autres du fait que l'extrême droite s'implante plus fortement dans ces régions de l'est où la culture démocratique est moins enracinée. Ce sont d'ailleurs des Länder où les électeurs sont également tentés par le vote d'extrême gauche. En Thuringe, aujourd'hui, un citoyen sur deux vote pour les extrêmes.

Comme un parfum d'années 1930 ?

De fait, il y a un parfum d'années 1930 en Allemagne. Les coalitions au pouvoir suscitent beaucoup de méfiance. Elles sont jugées inefficaces, de plus en plus déconnectées, pas forcément en adéquation avec les attentes de certaines couches de la société. La paralysie de la coalition finissante est du pain béni pour les partis extrémistes. Ce qui crée aussi un parfum d'années 1930, ce sont les violences de rue, les agressions racistes. Quand on parle de terrorisme en France ou en Belgique, on associe cela à la menace islamiste, mais en Allemagne, depuis quinze ans au moins, la principale menace terroriste est celle de l'extrême droite. Car il n'y a pas que cette droite extrême qui entre dans les parlements, il y a aussi l'ultradroite violente, raciste et antisémite qui, depuis quinze ans, à travers des groupuscules ou des figures de « loups solitaires », montre un visage de l'Allemagne plutôt effrayant. À cela s'ajoutent les effets ravageurs de la désin-

formation, notamment auprès des populations les moins éduquées, qui se laissent séduire par des thèses complotistes ou pro-russes.

Des partis démocratiques qui sont fragilisés, qui ont du mal à s'entendre, pendant que des extrémistes ont le vent en poupe, cela rappelle en effet le temps de la République de Weimar...

Pour compléter le décor, on peut encore évoquer les chasses aux migrants, comme on en a vu à Chemnitz il y a quelques années, ou les attentats visant spécifiquement des étrangers. Certes, les configurations ne sont pas identiques, mais l'atmosphère est semblable : la polarisation de la société allemande (re)devient évidente. Dans les années 1930, les violences de rue opposaient les nazis aux communistes ; aujourd'hui, on assiste plutôt à des manifestations d'extrême droite et à des contre-manifestations antifascistes, certes sans que cela débouche nécessairement sur des violences urbaines. Mais en parallèle d'une appropriation de l'espace public par l'extrême droite, la violence est bien là par ailleurs, tournée contre les migrants et les Juifs.

L'extrême droite ne capitalise-t-elle pas aussi sur les perdants de la réunification ?

Oui, un certain discours sur 1989 est très présent chez l'AfD, qui affirme qu'on aurait volé la révolution au peuple. Ces propos populistes, anti-élites, pourfendent les conditions de la réunification et affectent une partie de l'opinion, surtout à l'est. Cette propagande parle à des Allemands qui sont restés au bord du chemin avec des frustrations, de la colère, un sentiment de perte d'identité. Car, de fait, l'extrême droite cible particulièrement les « zones décrochées », ces territoires de l'ex-RDA qui souffrent socialement, en lien avec une importante désindustrialisation. Soulignons toutefois que l'Allemagne de l'Est n'est pas devenue un désert économique : les métropoles de Leipzig et de Dresde sont en très bonne santé depuis la réunification. Mais, en marge, il y a nombre d'espaces périphériques, semi-urbains, des villes de taille moyenne où le manque de perspectives nourrit un désespoir qui se transforme en ressentiment et, in fine, débouche sur un vote antisystème. Dans cette configuration allemande, des éléments renvoient aux analyses de Jérôme Fourquet sur la France. Il évoque des fractures spatiales, des « anywhere » et des « somewhere », des grandes villes et des territoires délaissés. Ces derniers sont autant de terrains de chasse pour l'extrême droite.

RN en France, AfD en Allemagne, est-ce le même combat ?

Idéologiquement, ces partis partagent une vision identitaire, mais ils ne sont pas du tout dans la même trajectoire. Le RN a entamé, depuis de nombreuses années, une opération de ravalement de façade, de dédialisation, pour tenter de paraître « fréquentable ». Ce n'est pas (encore) le cas de l'AfD, qui est beaucoup plus radicale, voire anticonstitutionnelle selon certains observateurs allemands. L'Alternative pour l'Allemagne rappelle la radicalité du Front national de l'époque Jean-Marie Le Pen.

Comme ailleurs en Europe, on a parfois l'impression que les lignes politiques se brouillent. Par exemple, en Allemagne, n'existe-t-il pas aussi une gauche radicale qui, désormais, emploie des arguments de la droite extrême ?

C'est en effet ce qu'on observe chez le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), un mouvement créé par Sahra Wagenknecht. Cette femme est une ancienne figure de Die Linke, un parti de gauche qui a été très bien implanté à l'est avant d'être laminé par l'extrême droite. En réaction, le BSW mélange des éléments de discours nationalistes, anti-immigrés et pacifistes avec des points de vue de gauche sur les thèmes socio-économiques. Comme vous le mentionnez, les lignes se brouillent. On pourrait aussi considérer que des passerelles se construisent entre des extrêmes qui critiquent la démocratie libérale, la presse dite « mainstream », le système. Cette tendance est observable dans plusieurs pays européens. On la retrouve aussi dans le discours trumpiste et libertarien aux États-Unis. On voit une manipulation du concept de peuple : que ce soit chez Trump, Mélenchon, Marine Le Pen ou Björn Höcke en Allemagne, il y a une forme d'essentialisation du peuple contre le système. La démocratie libérale n'est peut-être pas en train de mourir, mais elle est sérieusement remise en cause.



Björn Höcke, une des figures les plus radicales du parti allemand d'extrême droite AfD. Une photo prise en avril 2024 dans un tribunal alors qu'il était poursuivi pour avoir fait usage d'un slogan national-socialiste ©POOL/AFP.

Parlons de ce Björn Höcke, le chef de file de l'AfD en Thuringe. Quel est le pedigree de l'intéressé ?

Il a la particularité d'être un dirigeant d'extrême droite d'origine ouest-allemande qui réussit à s'implanter en Allemagne de l'Est. C'est un orateur sulfureux qui rappelle Jean-Marie Le Pen dans les années 1980. Entre autres, il promeut un programme d'expulsion massive des étrangers et s'oppose à l'inclusion des enfants handicapés dans les écoles ordinaires. Antisémitisme et négationnisme, il a été condamné par la justice pour l'utilisation du slogan national-socialiste « Alles für Deutschland », qui était la devise utilisée par les SA. Ce provocateur incarne la frange la plus radicale de l'AfD et, il faut bien le constater, ses écarts de langage et ses dérapages ne l'affaiblissent pas aux yeux de son électorat.

C'est donc cet homme-là qui a emporté la Thuringe ?

Exactement. Il y cultive une nostalgie à destination des perdants de la réunification doublée d'une position pro-russe qui joue sur la crainte de la guerre et les coûts de l'énergie.

Évoquons plus avant les partis carrément néonazis qui ont pignon sur rue en Allemagne. Existe-t-il une porosité entre eux et l'AfD ?

Oui, on peut parler d'une nébuleuse de la droite identitaire. Une réunion de ce petit monde, à Potsdam en janvier 2024, en a été la parfaite illustration : des militants de l'AfD et de plusieurs groupuscules et partis « frères » y ont débattu du projet de « grande remigration », en clair de l'expulsion de plus de deux millions d'étrangers.

Toutefois, dans l'offre d'extrême droite allemande, l'AfD est singulière. Êtes-vous d'accord avec l'analyse de votre confrère Nicolas Lebourg, qui estime que le succès de ce « courant néo-populiste », tient "au fait de s'être entièrement coulé dans le moule de l'extrême droite du XXIe siècle, où l'admonestation de la société multiculturelle se fait au nom de la défense des valeurs libérales et non de l'établissement d'un régime fasciste ?

Oui, j'adhère largement à ces propos. En fait, il y a toujours eu une extrême droite militante en Allemagne. Ultra-minoritaire, elle réussissait çà et là, depuis la fin des années 1960, des entrées dans des parlements à l'ouest. Plus tard, des groupuscules d'extrême droite se sont implantés dans l'ex-RDA, notamment dans le milieu de l'hooliganisme. Mais tout cela n'est jamais allé très loin. L'AfD, c'est autre chose. Elle a réussi à devenir ce que les Anglais appellent un « catch-all party » (NDLR : parti attrape-tout), qui capte un large éventail d'électeurs en étant idéologiquement flexible, capable de s'enraciner dans plusieurs couches sociales. Elle n'hésite pas, pour ce faire, à pratiquer un certain mélange des genres, à brouiller les pistes, comme nous le disions tout à l'heure. D'une part, on dénonce la société multiculturelle, le poids des étrangers, on s'affirme comme un parti populiste conservateur et xénophobe et, dans le même temps, on installe à la tête du mouvement Alice Weidel, une femme qui vit en couple lesbien, qui a adopté une petite fille et qui incarne donc une forme de libéralisme culturel et sexuel.

Au-delà d'un parti qui a le vent en poupe, n'y a-t-il pas une atmosphère d'extrême droite qui s'est réinstallée en Allemagne ?

Dans une partie de la population allemande, l'extrême droite culturelle, l'hostilité et la méfiance à l'égard des étrangers n'ont jamais complètement disparu depuis 1945. Dans la seconde moitié du précédent siècle, on a voulu croire qu'avec la stabilisation du système politique, le succès économique et une politique mémorielle considérée comme exemplaire dans le traitement du passé nazi, on avait réussi à réduire cette culture d'extrême droite pour tendre vers un modèle de société consensuelle et harmonieuse. Mais ensuite, il y a eu une énorme désillusion. Les discours de haine et la violence sont revenus. Cela s'est matérialisé par la percée de l'AfD en 2017, l'attentat contre la synagogue de Halle-sur-Saale, la tuerie visant des immigrés dans des bars à chicha à Hanau, l'assassinat de Walter Lübcke, haut fonctionnaire allemand et membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) à cause de son engagement en faveur de l'accueil des réfugiés dans le droit fil de la politique d'Angela Merkel...



Les co-présidents du parti d'extrême droite allemand AfD Alice Weidel (G) et Tino Chrupalla (D), célèbrent leur bon score aux élections européennes du 9 juin 2024 à Berlin ©AFP.

Selon le professeur Maik Fielitz, de l'Université de Hambourg, « entre 1971 et avril 2020, les autorités allemandes ont recensé au moins 156 attaques terroristes au moyen d'explosifs, 2 459 incendies criminels, 348 meurtres ou tentatives de meurtre, 19 enlèvements, 124 cas d'extorsion et 238 vols à main armée attribuables à l'extrême droite ».

C'est une lame de fond. On peut aussi souligner l'explosion du nombre d'actes antisémites en Allemagne depuis le début des années 2000. Plus précisément, le Bundeskriminalamt en a dénombré 1 500 entre 2001 et 2017. Mais depuis 2017, plus de 5 000 ! Certes, le gouvernement a nommé une personne en charge de la lutte contre l'antisémitisme et il y a toute une série de discours, d'initiatives relayées par les centrales régionales pour l'éducation politique. On réutilise les outils d'éducation permanente qui ont permis de construire le modèle mémoriel et civique allemand après 1945. En somme, on refait de l'éducation à la démocratie, mais il est difficile de se départir de l'idée que ce modèle allemand est plus que fragile. Il est en train de se fracturer, de se fissurer. C'est très inquiétant.

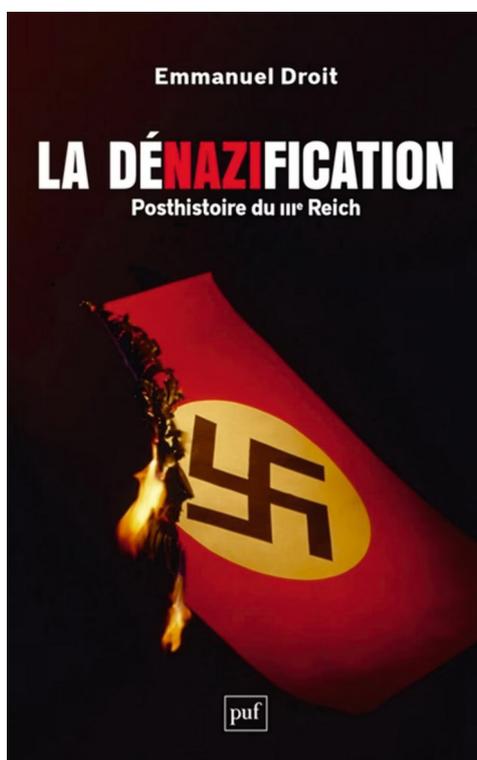
Parlons encore de ce modèle allemand. La réussite économique de l'après-guerre aurait-elle été un écran de fumée dissimulant d'autres problèmes, faisant croire à l'existence d'une société plus pacifiée qu'elle ne l'était en réalité ? Vous parlez dans votre dernier livre de l'appel lancé en 2017 par la publiciste Margarete Stokowski, « pour une dénazification sans délai de la société allemande ». Des mots très forts. L'Allemagne n'aurait-elle été que très partiellement dénazifiée ?

C'est une question centrale. Le pays a été dénazifié entre 1945 et 1947. Durant ce court laps de temps, les forces d'occupation soviétiques et américaines se sont attelées à cette mission de manière forte et déterminée. Les Français et les Britanniques étaient un peu à la traîne mais, globalement, on peut parler d'efforts coordonnés pour dénazifier. Toutefois, l'épuration s'est arrêtée dès 1948. On a opéré un demi-tour en réintégrant d'anciens membres du parti national-socialiste dans divers secteurs de la société, au gré de lois

d'amnistie. Des historiens allemands ont retracé l'histoire des ministères dans les années d'après-guerre. Ils ont constaté le maintien d'anciens nazis à des postes clés, dans la justice, la défense, la police. On peut donc considérer que la dénazification a été largement imparfaite, que les deux Allemagnes se sont reconstruites avec d'anciens nazis. Mais à ce moment-là, peu de monde, en Allemagne ou ailleurs, voulait le voir. Cet échec était recouvert d'un vernis qui s'est appelé l'antifascisme en RDA et la démocratie libérale en RFA.

Cette Allemagne partiellement dénazifiée est-elle en phase de « renazification » ?

Il est certain que l'extrême droite gagne du terrain sur le plan électoral. Il y a des thèmes qu'elle réussit à imposer, qui incitent des partis de l'arc républicain à courir derrière elle. J'habite Strasbourg et je dois dire que j'ai été frappé par le rétablissement des contrôles aux frontières, décidé de manière unilatérale par le gouvernement Scholz au lendemain des élections en Thuringe et en Saxe. L'AfD est donc capable d'imposer les termes du débat, comme Donald Trump l'a fait aux États-Unis avant d'en devenir le 47^e président. Est-ce pour autant qu'une renazification est en cours ? Je ne le pense pas : quand l'extrême droite fait 30 % des voix dans certaines régions, cela signifie que, même là, 70 % des électeurs n'y adhèrent pas. Nonobstant, on doit prendre conscience du fait que l'Allemagne est sortie du temps de l'innocence. Après la fin de la Guerre froide, elle a cru qu'elle allait construire une société équilibrée et consensuelle. En réalité, ce rêve s'effondre, et je suis convaincu qu'on se dirige vers des années compliquées. Malgré des erreurs, des scissions, des scandales, l'AfD ne faiblit pas. Ce n'est donc pas un feu de paille. Tout l'enjeu sera de voir dans quelle mesure la partie ouest-allemande va résister à cette lame de fond. Pour des scores de 30 % à l'est, on est actuellement entre 10 % et 15 % à l'ouest. Lorsque l'AfD commencera à dépasser les 20 % dans l'ex-RFA, il y aura encore plus de raisons de s'inquiéter.



©PUF

Dans votre récent livre consacré à la dénazification, vous convoquez le psychanalyste Jacques Lacan en reprenant le concept de « mi-dire » : les humains et les sociétés peuvent s'accommoder de demi-vérités, parce qu'elles permettent de « fonctionner » malgré l'indicible et la honte. Il y a eu beaucoup de « mi-dire » en Allemagne après la guerre, relevez-vous. Beaucoup de frustrations aussi quand, dans la première phase de la dénazification, des gens ont perdu leur emploi, ont été convoqués pour déblayer les ruines dans les villes dévastées. De tout cela n'est-il pas né du ressentiment ? N'y a-t-il pas un feu qui couve dans la société allemande ? Ceux qui ont été dénazifiés sont morts, mais certains d'entre eux n'auraient-ils pas transmis une manière de penser le monde à leurs enfants ?

En effet, des sentiments de frustration ont été transmis. Il y a eu beaucoup de « mi-dits », de non-dits. Des secrets restent à dévoiler, des zones d'ombre demeurent. Après la guerre, les Alliés avaient besoin de montrer au monde que les sacrifices n'avaient pas été vains et qu'ils avaient la capacité d'épurer l'Allemagne,

d'empêcher la possible renaissance du mal absolu. En réalité, la dénazification s'est arrêtée aux portes des maisons et a provoqué en effet, chez certains Allemands, des sentiments d'humiliation, d'incompréhension. Le sentiment d'être jugé par des vainqueurs qui n'avaient pas saisi toute la complexité de ce qu'avait pu être la vie sous le régime national-socialiste. Aussi, une idée s'est insinuée dans une partie de la population selon laquelle, finalement, jusqu'en 1939, le régime national-socialiste était globalement positif car il était stable, qu'il avait amené le plein emploi et que, surtout, il avait redonné de la fierté à la population allemande après l'humiliation du Traité de Versailles. En somme, une idée réductrice et contestable selon laquelle Hitler aurait pu être considéré comme un grand homme politique en Allemagne pour la première moitié du XXe siècle, s'il n'avait pas déclenché la Seconde Guerre mondiale.

Encore des « mi-dire » ?

Exactement. Le régime nazi n'a pas attendu le début de la guerre pour s'attaquer aux Juifs, aux handicapés, aux opposants politiques. Le camp de Dachau a été inauguré en 1933, les lois de Nuremberg formalisant la discrimination raciale contre les Juifs datent de 1935, la nuit de Cristal a eu lieu en 1938... Mais, dans les années 1950-1960, des Allemands ont remis tout cela dans un tiroir de leur mémoire. Hitler avait été le retour de la fierté et la stabilité, point final. Ils détournaient le regard comme l'avaient fait leurs parents au temps du nazisme. Au quotidien, à l'époque des violences exercées par les SA contre les Juifs, par lâcheté, beaucoup – presque tous – ont laissé faire, validant d'une certaine manière la politique officielle antisémite. Cela a pesé sur les consciences. Comment dire cela plus tard, ou plutôt, comment le mi-dire, voire ne pas le dire ? Dans ce contexte, il n'a pas été possible d'inoculer un vaccin contre l'extrême droite à la société allemande. Cette culture-là n'a jamais totalement disparu. Simplement, elle était comme une ligne de basse tension, invisible dans l'espace public, dans le champ politique et médiatique, enfouie sous le succès de la reconstruction économique. Dans un contexte de crise, d'accumulation de crises, comme celui que nous vivons aujourd'hui, un espace s'ouvre de nouveau pour une forme de radicalité d'extrême droite. La ligne de basse tension trouve à être réalimentée.

Vous dites « ligne de basse tension », nous vous parlions du « feu qui couve »...

C'est pareil. Un feu qui couve, à un moment donné, peut reprendre violemment.

Oui, bien entendu. Et depuis 2017, ce feu qui couvait repart. Il y a l'oxygène pour l'alimenter : des craintes et des menaces. Le temps où Angela Merkel incarnait un sentiment de protection pour les Allemands a pris fin. Le modèle construit sur une économie achetant à bas prix du gaz russe pour exporter des voitures à moteur thermique en Chine s'est écroulé. Il y a eu une explosion des coûts de l'énergie. L'industrie automobile allemande a raté en partie le tournant de l'électrique et peine à rattraper son retard. Ajoutez une autre illusion qui vole en éclats, celle d'avoir cru qu'une Allemagne exemplaire sur le plan mémoriel avait éliminé le virus de l'extrême droite. Mais tout ça ne veut pas dire que l'Allemagne ne pourrait pas être résiliente, qu'elle n'a pas d'atouts à jouer pour éviter d'entamer une nouvelle danse avec les forces des ténèbres.

En effet, ne faut-il pas aussi souligner la vivacité d'une grande partie de la société civile allemande, qui se mobilise contre l'extrême droite ?

D'évidence, oui. Ce qui fait la force de la démocratie allemande – à la différence de la démocratie française, qui est très verticale et centralisée –, c'est l'enracinement d'une société civile plurielle, attachée au principe de démocratie. Via les syndicats, les églises, les associations, les fondations, le dynamisme de la société civile est remarquable. Malgré la percée de l'AfD, ce socle sociétal très solide subsiste et l'attachement aux valeurs de la République demeure. Une majorité d'Allemands perçoivent encore l'AfD comme un parti dangereux, qu'il faudrait interdire.

Le chancelier Scholz a appelé à maintenir un cordon sanitaire face à l'extrême droite. Tient-il ?

Les partis de l'arc républicain sont bousculés. Pour contrer l'AfD, on assiste à une droitisation générale du discours. On a déjà vu des alliances locales entre l'AfD et la CDU. En février 2020, la Thuringe a été le théâtre d'un événement politique inédit depuis la Seconde Guerre mondiale : le ministre-président du Land, Thomas Kemmerich, a été élu grâce aux voix combinées de son parti (NDLR : le FDP libéral) de la CDU et de l'AfD. Mais cela a créé un tel scandale que, finalement, la CDU de Thuringe a fait marche arrière. Ces digues tiendront-elles au niveau régional ? Bonne question. Au niveau national, c'est plus clair. L'actuel président de la CDU a bien rappelé qu'il n'y aurait pas de collaboration avec l'AfD.

L'AfD, est-ce l'idéologie nazie emballée autrement ?

Sur le plan socio-économique, non. L'AfD est plutôt libérale. Mais sur le plan identitaire, c'est une héritière du national-socialisme, dont elle emprunte ouvertement un certain nombre d'éléments de langage. On a déjà parlé du slogan « Alles für Deutschland ». Certains leaders de l'AfD accusent la presse d'être une association de menteurs. Ils parlent de « Lügenpresse », reprenant de facto le terme que Goebbels utilisait afin de pourfendre la presse de la République de Weimar qui était jugée, par lui, trop critique à l'endroit des nazis. Le terme de « Volksgemeinschaft » (« communauté du peuple ») est aussi repris par l'AfD dans son discours anti-étrangers. Cela se réfère une fois encore à l'idéologie nazie qui utilisait ce terme pour décrire une société homogène, sans classes, unie par les seuls liens de sang. Beaucoup d'autres étaient indésirables : les Juifs, les Roms...

Et aujourd'hui, ce sont les étrangers évoqués dans les plans de remigration de l'AfD.

C'est en effet la même manière de voir. Souvenons-nous qu'avant la « solution finale », l'un des projets imaginés par les nazis pour rendre l'Allemagne « judenfrei », c'est-à-dire « débarrassée de ses juifs », était de les déporter sur l'île de Madagascar.

Lorsqu'on songe aussi à la victoire de Trump aux États-Unis, n'a-t-on pas l'impression de vivre un moment de bascule, qu'une nouvelle page d'histoire, potentiellement terrifiante, s'écrit devant nos yeux ?

On vit en effet des heures de grande incertitude. On a l'impression que la démocratie peut mourir. Personnellement, je fais partie d'une génération qui a grandi dans le souvenir de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe signifiait la paix, la prospérité, la stabilité. Né en 1978, j'ai connu l'élargissement, l'espace Schengen, l'idée d'une Union européenne censée toujours plus s'élargir. Nous comprenons aujourd'hui que les choses peuvent se détricoter. Que le Royaume-Uni peut sortir de l'Union, que la Russie peut violer le droit international, agresser un pays, revenir sur tous les accords post-guerre froide. Qu'on peut encore voir revenir l'extrême droite aux portes du pouvoir... Bien sûr, elle n'y est pas encore en Allemagne, elle n'a pas de partenaire de coalition pour gouverner. Mais son potentiel électoral se renforce. Vingt ou trente pour cent au niveau national, sera-ce son plafond de verre ? On peut l'imaginer, mais beaucoup de choses inimaginables se sont déjà passées en ce début de XXI^e siècle. En définitive, l'AfD est le miroir des illusions perdues et des peurs de la société allemande. Une société qui est sortie très fatiguée d'un XX^e siècle où elle a déclenché deux guerres mondiales, où elle a été responsable de la division de son pays, une société qui pensait sous Angela Merkel être à l'abri des vicissitudes du monde. Mais par ces temps de crise, de « post-vérité », de complotisme, la voici à nouveau plongée dans une réalité à laquelle elle s'est mal préparée. Globalement, je dirais que l'Allemagne vit dans la peur. Certes, il y a des éléments de résilience et de résistance très forts au sein de la société civile, mais pour moi, le fait le plus marquant, c'est que cette société est en voie de polarisation, de fragmentation.

Vous avez prononcé le mot « peur ». C'est vraiment une émotion que l'extrême droite manipule bien...

Michel BOUFFIUX, journaliste
Publié le 18-11-2024

Propos racistes à l'école, popularité de Bardella : les profs face aux idées d'extrême droite

Alors que monte le vote en faveur de l'extrême droite, l'école n'échappe pas à ses idées. Les enseignantes et enseignants font face à une libération de la parole raciste, notamment dans les territoires et villes où est implanté le RN.



Tous ont demandé l'anonymat. Les enseignants qui témoignent de la montée des idées d'extrême droite dans leurs établissements scolaires ne veulent pas le faire sous leurs vrais noms. « *Si jamais la mairie apprend que c'est moi qui ai parlé, c'est mon école qui va en payer le prix* », s'inquiètent des professeurs de Béziers, Orange ou Hénin-Beaumont, des villes dirigées par l'extrême droite. Mais ailleurs aussi, les salles de classe et salles des professeurs font l'expérience de la montée de ces idées.

Maria, enseignante d'histoire-géographie à Nîmes, a constaté l'intérêt de ses élèves pour Jordan Bardella, tête de liste RN aux Européennes, pendant la campagne élections de juin dernier. « *Lors d'un cours d'enseignement moral et civique sur la démocratie avec mes terminales, plusieurs d'entre eux m'ont parlé du candidat RN, de sa campagne sur les réseaux sociaux et de leur envie de voter pour lui* », témoigne-t-elle.

Pour l'enseignante, l'enjeu est de rester dans la neutralité politique qu'exigent d'elle son poste et son statut de fonctionnaire. « *J'ai orienté la discussion vers la comparaison avec d'autres pays européens. L'idée était de voir quelles avaient été les conséquences sur la société de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite* », explique l'enseignante. Elle n'a pas initié cette discussion dans l'objectif de faire changer d'avis ces élèves, mais pour « *leur donner les outils pour qu'ils s'émancipent* ».

Face aux élèves, le devoir de neutralité

Parfois, ces outils ne fonctionnent pas face aux discours de haine. Maria se souvient d'un autre élève, plus jeune, lors d'un cours de géographie de seconde. « *On étudiait les migrations et cet élève a dit publiquement que les personnes migrantes "n'avaient qu'à rester chez elles" et que l'on "n'avait pas à être envahis"*, se souvient la professeure. *J'étais assez déboussolée car en plus, le cours insistait sur le fait que ces migrations étaient économiques, que la plupart des exilés présents en France y travaillaient, etc.* »

Pour l'enseignante, sa discipline et son rôle visent justement à apprendre aux élèves à argumenter et déconstruire les idées préconçues. « *C'est d'autant plus frustrant quand on n'y arrive pas* », déplore-t-elle. Il est souvent difficile de contrer ce que les élèves entendent à la maison ou à la télévision. Encore plus lorsque les réseaux sociaux s'en mêlent, pointe Samia, enseignante de sciences économiques et sociales à Avignon. « *Une de mes élèves avait pris un selfie avec sa classe pour la diffuser sur internet. Elle avait com-*

menté "Moi et ma classe de migrants". L'élève a été convoquée et sanctionnée, mais imaginez l'ambiance dans la classe après ça... »

Jean, professeur des écoles à Béziers, se souvient de cette toute jeune élève de primaire. « À l'occasion d'un cours sur Léonard de Vinci, j'en viens à parler des valeurs humanistes, que nous sommes tous humains et que le racisme est une construction. Et là, l'élève intervient, affirmant que "Marine Le Pen n'était pas raciste", qu'elle voulait "juste que l'on soit en sécurité chez nous". Bien sûr qu'elle répétait des paroles qui n'étaient pas les siennes, mais comment réagir ? », se demande l'enseignant. Il a essayé dans un premier temps de la faire réfléchir sur ses propos : que veut dire « chez nous » ? Et « en sécurité » ? « Mais j'ai très vite coupé court à la conversation, je sentais que cela glissait vers le terrain des idées politiques. »

En tant qu'agents de la fonction publique, les enseignants doivent respecter le devoir de neutralité. « Je ne dois pas intervenir dans les opinions de mes élèves, souligne Jean. D'autant que cela pourrait créer un conflit de loyauté entre l'école et leur famille. » Toutefois, l'enseignant se doit de réagir aux propos racistes, contraires aux valeurs de la République. Mais la différence est fine, constate Lucia, enseignante au collège près de Nice : « Prenez un propos raciste, je peux réagir. Prenez ce même propos raciste et ajoutez les noms de Le Pen ou Bardella, c'est de suite plus compliqué de répondre. »

Dialogue parfois difficile avec les familles

Les propos sont loin de concerner seulement les enfants. « Puisqu'ils viennent de la famille, on a aussi parfois à gérer les parents », grince Jeanne. La professeure des écoles exerce à Bollène, commune du Vaucluse qui a été dirigée par une maire d'extrême droite (Marie-Claude Bompard) de 2008 à 2020. « Cela a délié les langues et la parole raciste. Par exemple, j'ai eu des parents qui ont refusé d'acheter la photo de classe car il ne voulaient pas y voir les élèves d'origine maghrébine. »

Avec ses collègues et sa hiérarchie, l'enseignante rappelle alors aux parents le cadre légal et les valeurs de l'école républicaine. Là encore, c'est un jeu d'équilibriste à tenir pour ne pas couper toute communication avec les familles. Un équilibre que connaît bien Jean, son collègue de Béziers : « On essaye de garder un regard neutre sur les familles, pour l'enfant et sa réussite scolaire, et ce même si c'est parfois difficile. Il nous faut préserver le lien entre les familles et l'école. »

Mais pour Lucia, hors de question de ne pas signaler des propos « contraires à la République ». L'enseignante niçoise se souvient d'un épisode survenu il y a quelques années dans son collège. Un élève avait été frappé par un autre dans la classe dont elle était professeure principale. « Nous avons reçu l'élève frappé et sa mère les avons informés de la sanction décidée. La mère a déclaré que ce n'était non pas un élève mais un "arabe délinquant" qui avait attaqué son fils et qu'elle réglerait ça "hors de l'école". Face à ces menaces, nous avons dû alerter la gendarmerie. »

Le vote RN monte chez les enseignants

Alors que le vote en faveur de l'extrême droite augmente dans la société, la salle des profs ne fait pas exception. Le corps enseignant a longtemps été perçu comme un bastion de gauche. En 2012, seulement 3 % des enseignants votaient pour l'extrême droite. La proportion est montée à 20 % aujourd'hui, selon la dernière enquête électorale du politologue Luc Rouban pour le Cevipof. Le corps enseignants reste toutefois un bastion du vote de gauche.

Les enseignants votent certes beaucoup moins RN que le reste de la population, mais le monde éducatif n'est plus hermétique aux idées du parti de Le Pen et Bardella, constate la prof de sciences économiques et sociale Samia. « Je n'ai jamais eu de collègues qui ont affirmé haut et fort voter pour le RN. Peut-être n'osent-ils pas devant moi qui suis issue de l'immigration ? Mais, souvent, les silences de certains veulent dire bien plus que les mots », considère-t-elle. Maria a elle aussi constaté des éléments de discours qui se banalisent : « Des collègues estiment que le RN est un parti comme les autres, qu'il faut les écouter puisqu'ils représentent un certain pourcentage des Français. »

À l'inverse, parfois, la puissance de l'extrême droite permet de souder les rangs des équipes pédagogiques. À Orange, Sophie enseigne dans une des écoles primaires de la ville gérée par un maire d'extrême droite depuis 1995. « Entre enseignants, on a à cœur de proposer des projets éducatifs autour du vivre ensemble, de la solidarité et de l'échange. Et ce quelles que soient les écoles », affirme-t-elle. Mais ce n'est pas toujours facile face à une mairie qui peut décider d'une partie de budgets de l'école. « On échange toujours entre enseignants pour trouver des solutions. Il ne faut pas qu'ils réussissent à nous diviser », ajoute la professeure.

Continuer d'enseigner

Pourtant, soupire Jeanne, l'institutrice de Bollène, *« on voit la résistance s'amoinrir au fil des années. Au rythme des élections s'ancre l'habitude de voir une extrême droite forte. »* Bollène a finalement élu un maire socialiste lors des dernières élections municipales, mais l'extrême droite y reste implantée. *« Il suffit de regarder les résultats des législatives et les votes pour le RN »*, pointe l'enseignante. La commune de 13 000 habitants a voté à 50 % pour la candidate RN au premier tour et l'a élue député à plus de 63 % au second. Jeanne y voit un résultat des longues années passées avec une mairie d'extrême droite. Lorsque l'extrême droite est au pouvoir, *« il y a des barrages qui sautent et que l'on ne peut plus combler »*.

Mais ces enseignants et enseignantes veulent continuer à exercer malgré tout dans ces territoires. *« L'extrême droite au pouvoir, c'est ce que je vis depuis plus de dix ans. Mais à ma manière, dans ma salle de classe et dans mon quotidien, je lutte »*, revendique Sophie, à Orange. Rares sont celles et ceux qui parlent de démissionner de l'Éducation nationale, même si elle devait se retrouver sous la tutelle d'un ministre RN. *« Jamais je ne partirai, du moins pas de moi-même »*, tranche Samia à Avignon.

Malika BUTZBACH (Basta!)

Photo d'illustration : Une cour de collège/©Valentina Camu